

Rentrée 2025 :

conditions de travail, d'apprentissage, de vie : tout à gagner !



Alors que l'année commence tout juste, les personnels sont déjà exsangues des réformes et valse des ministres de ces dernières années, dont le seul leitmotiv semble être : pas un sous de plus pour l'éducation ! De la maternelle à l'université, les conditions se dégradent, les personnels sont de plus en plus maltraité·es, les classes ferment, le tri des élèves s'accroît. La perspective du 10 septembre et ses suites apparaissent comme un immense espoir populaire pour un changement radical.

Travailler plus, encore et toujours

Dans la logique de la suppression de 2 jours fériés pour les travailleur·euses, les personnels du 1er degré ont appris à la rentrée qu'il leur faudrait effectuer avant le décembre 6 heures de réunion sur les nouveaux programmes et 2 heures contre les inégalités de genre, en plus des 108 heures annualisées.

Ces 8 heures de réunion supplémentaires relèvent d'une véritable maltraitance quand on connaît la charge de travail des professeur·es des écoles en cette période de l'année (réunions avec les parents, concertations, évaluations nationales...).

Ajoutons à cela le mauvais coup asséné en juin dernier : les stages SRAN (soutien scolaire pendant les vacances) ne sont plus accessibles aux enseignant·es qui refusent le pacte.

SUD éducation Paris réaffirme son opposition au Pacte, dispositif inégalitaire qui ne constitue pas une revalorisation salariale pour l'ensemble des enseignant·es, et n'améliore en

rien le service public d'éducation. Au contraire, il détériore les conditions de travail, crée de la concurrence entre collègues, et accroît le pouvoir hiérarchique des chef·fes d'établissement et inspecteur·ices. Ce n'est pas avec des heures supplémentaires que l'on comblera le manque criant d'enseignant·es, ni en dégradant les conditions de travail des enseignant·es que l'on résoudra la crise de recrutement. Mais ce n'est pas le but de ce gouvernement : il s'agit pour lui de faire tourner les établissements scolaires sans recruter davantage, en restant dans la logique du « travailler plus pour gagner plus ».

Le lycée pro toujours plus maltraité

C'est en lycée professionnel que le pacte est le plus implanté. Véritable outil de mise en place de la réforme du bac pro, on le retrouve partout : tutorat d'élèves, aide aux élèves en difficulté, parcours de consolidation, options diverses, décrochage scolaire. Toutes ces missions devraient figurer dans les heures postes

des enseignant·es ou justifier le recrutement de personnel administratif, médico-social, vie scolaire, etc.

Quant au « parcours différencié » de 6 semaines en fin de terminale, sans surprise c'est un fiasco complet. Même les chef·fes et inspecteur·ices le reconnaissent !

Les conséquences sont désastreuses : absentéisme record, décrochage scolaire, des jeunes sous payé·es en "stage" d'entreprise et des conditions de travail devenues impossibles pour les personnels. Le ministère, sourd à toutes les alertes, persiste et ébauche un énième expédient : réduire le parcours à 4 semaines.

Sud éducation Paris exige l'abandon pur et simple du parcours différencié, le retour des épreuves en juin et la restitution des heures perdues.

Malades du travail, malades au travail

"Restons en classe malades et à bout de nerfs" semble être la réponse de ce gouvernement au manque de personnel et à la dégradation des conditions de travail.

Après un jour de carence, nous voilà indemnisé·es à seulement 90 % du traitement indiciaire pendant les 3 premiers mois de l'arrêt maladie, contre 100 % auparavant. Dans le privé, la plupart des conventions collectives prévoient que le complément d'indemnisation soit pris en charge par l'entreprise.

Il s'agit d'une nouvelle mesure punitive qui nous traite comme si nous étions coupables d'être malades alors même que les gouvernements successifs portent une lourde responsabilité dans la dégradation de notre santé.

Cette baisse du traitement pénalise tout particulièrement les personnels en situation de précarité, les femmes et les plus âgé·es, notamment dans le contexte des reculs successifs de l'âge de départ à la retraite.

AESH / AED : inégalités et précarité à tous les étages !

Chez les professions les plus précaires, aucune perspective d'amélioration des salaires et des conditions de travail ne se dessine.

Les AED sont toujours soumis·es au couperet du non renouvellement en fin d'année et à des dysfonctionnements majeurs concernant le versement de leur salaire.

Du côté des AESH, pour les collègues aux plus bas échelons, c'est toujours une rémunération sous le seuil de pauvreté qui les attend à chaque fin du mois.

Il a d'ailleurs fallu aller jusqu'au conseil d'Etat pour faire reconnaître l'inégalité de traitement entre les personnels que constituait le non versement de l'indemnité REP/REP+ pour les AESH entre 2015 et 2020. Une victoire politique majeure pour SUD éducation Paris puisque le ministère doit maintenant passer à la caisse et payer les sommes dûes. Victoire qui n'occulte cependant pas le fait que le montant de l'indemnité REP/REP+ reste minoré de 36 % pour les AED et AESH par rapport aux autres personnels, ce qui est intolérable.

SUD éducation Paris revendique pour les AESH et AED la titularisation sans condition de concours, d'ancienneté, ni de nationalité de toutes dans un corps de fonctionnaire par la création d'un métier d'éducatrice scolaire.

Mourir à 16 ans sur le champs du travail

Au fil des réformes, le temps en entreprise de l'élève a considérablement augmenté. Le ministère multiplie ainsi la main d'œuvre mal-léable et gratuite aux entreprises. En faisant de l'entreprise l'alpha et l'oméga de la formation, le ministère tourne le dos à ses missions.

Aujourd'hui, plus de 2 millions de collégien·nes et lycéen·nes mal protégé·es sont livré·es au monde du travail et les accidents se multiplient. Le 18 juin 2025, un élève de seconde est mort au cours d'un stage dans un magasin à Saint-Lô. Le 4 juillet 2025, un autre élève de seconde décède lors de son stage dans une exploitation agricole du Maine et Loire.

Leurs morts ne sont pas de simples accidents mais le résultat d'une mise en danger que doit assumer le ministère de l'Éducation Nationale.

Chair à patron, chair à canon, même combat

Ce que met également en place le ministère, c'est un renforcement des liens entre l'école et l'armée.

Alors que le SNU grève toujours de 128 millions le budget de l'éducation nationale, il est de plus en plus clair qu'il ne survivra pas à Emmanuel Macron. Mais la militarisation de la jeunesse, elle, est toujours d'actualité.

Le président a déjà fait part de son désir de développer une version « plus militarisée » de la Journée défense et citoyenneté. La promotion de l'armée au sein de l'école progresse également via l'augmentation de partenariats avec l'armée, qui passent par de nombreux

canaux, dont le label "classe engagée", créé à la rentrée 2023, qui prévoit un séjour de 12 jours de matraquage. **SUD éducation Paris s'oppose à ce que la jeunesse devienne de la chair à canon pour alimenter le service militaire dont Emmanuel Macron rêve.**

Quand la jeunesse s'exprime, elle est systématiquement écrasée, comme nous avons pu le voir ces dernières années avec les mobilisations étudiantes et lycéennes. Dans les lycées, de trop nombreuses fois, les blocus sont réprimés violemment par les forces de l'ordre, appelées par les chef·fes d'établissement qui suivent des consignes rectorales. L'expulsion violente des lycéen·nes du lycée Hélène Boucher le 6 juin 2024, qui l'occupait pour dénoncer le génocide à Gaza, en est l'archétype.

Mineur·es non accompagné·es, famille à la rue : précarité et discriminations à tous les étages

Les classes sans enseignant·es sont nombreuses mais les élèves sans classe le sont aussi.

En effet, des dizaines de jeunes nouvellement arrivé·es en France n'ont pas pu effectuer leur rentrée et ne savent même pas si elle aura lieu. Certain·es attendent leur affectation en UPE2A ou CAP depuis plus de 6 mois, mais dès le 20 août le rectorat indiquait qu'il n'y avait plus aucune place en UPE2A NSA. Voici ce que signifie la rigueur budgétaire : des jeunes sans école car on n'ouvre pas le nombre de classes nécessaires.

Pour les mineur·es non accompagné·es scolarisé·es, c'est la lutte pour obtenir des droits

permettant d'étudier sereinement : pass Navi-go, accès à la cantine, fournitures scolaires... Sans compter que l'arrêt brutal du dispositif lycéen en décembre dernier ne laisse que la rue comme seule perspective aux jeunes concerné·es.

Vivre dignement et pouvoir étudier dignement, c'est plus largement ce que ne peuvent pas faire des centaines d'enfants qui dorment dehors.

Aux personnels qui se mobilisent contre ce scandale, la hiérarchie du rectorat répond que ce n'est pas du ressort du pédagogique mais du social, balayant d'un revers de main le nombre de postes d'assistant·es sociaux·ales non pourvu·es.

Les mairies, elles, renvoient la balle à la préfecture qui pratique une politique anti-sociale et de tri ethnique.

Dans un contexte où la montée de l'extrême-droite et du racisme influencent dangereusement tous les positionnements politiques et institutionnels, la solidarité de notre syndicat avec les premières cibles des discours réactionnaires est primordiale. Droit à l'école, droit à un toit, droit aux papiers, droit aux transports gratuits et à l'accès aux soins : nous battons pour le droit à l'accès aux conditions du bonheur pour toutes et tous !

Solidarité internationale, refuser l'asymétrie

Nous vivons une période historique inédite : un génocide se déroule sous les yeux du monde entier, et donc sous nos yeux.

La solidarité pour arrêter ce génocide fait partie des traditions internationalistes du syndicalisme qui est le nôtre. Nous dénonçons aussi l'injustice flagrante des asymétries de traitement des vies qui envoient au monde entier le message que la vie d'un·e occidental·e vaudrait plus qu'une autre vie. Banaliser l'altérisation d'êtres humains, voire les diaboliser, considérer leurs vies comme inférieures aux autres alimentent la fascisation en cours dans la société.

De même, l'instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme par les gouvernements occidentaux et israéliens vise à faire croire que dénoncer les politiques israéliennes revient à proférer des propos antisémites. C'est une insulte aux milliers de Juifs et Juives qui rappellent que "Plus jamais ça" signifie "Plus jamais ça pour personne", et cela ne doit pas nous faire reculer dans notre engagement pour la Palestine.

L'inégalité règne à tous les étages. La logique de l'État repose sur un principe : encore plus pour celles et ceux qui ont déjà tout, des miettes pour les autres, et rien pour celles et ceux considéré·es comme surnuméraires.

Mais la liste à la Prévert des injustices et des mesures qui dégradent nos conditions de vie et de travail est tellement longue qu'une seule conclusion s'impose : arrêtons-les dès maintenant !

SUD éducation Paris - 30 bis, rue des Boulets - 75011 Paris

☎ 01 44 64 72 61 ✉ contact@sudeducation75.org

👉 www.sudeducation75.org 📘 Sud éducation Paris